

Unité départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 12 oct 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **RPC BEAUTE MAROLLES**

ZI La Touche  
72260 MAROLLES-LES-BRAULTS

Références : SRNT: 2022-0474 et UIDAM: 2022-393\_INSP\_BERRY BEAUTE MAROLLES – Marolles les Braults\_RAP  
Code AIOT : 0006302853

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2022 dans l'établissement RPC BEAUTE MAROLLES implanté ZI La Touche 72260 MAROLLES-LES-BRAULTS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Contexte de la visite : Programme pluriannuel de contrôles (PPC) de l'inspection des installations classées (IICPE)

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RPC BEAUTE MAROLLES
- ZI La Touche 72260 MAROLLES-LES-BRAULTS
- Code AIOT : 0006302853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Nature de l'activité : fabrication d'emballages cosmétiques et de bouchons de parfums

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection précédente concernant les rejets aqueux
- Programme de surveillance des substances dangereuses
- Calage de l'autosurveillance
- Mise en conformité des rejets sur le paramètre nitrites
- Compatibilité des rejets avec le milieu récepteur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité des rejets en nitrites	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2	/	Sans objet
2	Conformité des rejets aqueux (sauf nitrites)	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2	/	Sans objet
5	Compatibilité des rejets aqueux avec le milieu	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 22-2 I (Article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006)	/	Sans objet
6	Calage de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.3.3 + Art 34 de l'AM 30/06/06	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.3.1, Article 34 de l'arrêté ministériel de l'arrêté du 30 juin 2006	/	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets aqueux autres substances dangereuses	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 13/05/2022 a mis en évidence les constats suivants:

- avancement de la mise en conformité des rejets en nitrites. L'exploitant devra indiquer à l'inspection la VLE atteignable en sortie des installations de traitement en analysant la problématique de compatibilité milieu posée

par les différents rejets identifiables sur la zone.

- des non-conformités en DCO ont été constatées plusieurs mois en 2022. L'exploitant a pris des mesures. La situation en mai sur ce paramètre était à nouveau conforme.
- les fréquences de surveillance des polluants sont conformes à l'arrêté préfectoral et à l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
- l'étude aquascop de 2019 qui repose sur des mesures réalisées dans le milieu a mis en évidence que les rejets contribuent à un impact sur le ruisseau de la Malherbe sur les paramètres suivants : nitrites, nickel, phosphore (ponctuel), sans impact sur l'Orne Saonoise (mais une augmentation est notée entre les 2 stations liées à l'influence de la Malherbe) pour le nickel et le chloroforme. L'exploitant doit revoir le calcul du flux global admissible pour le nickel en prenant en compte la NQE-MA pour cette substance et le comparer aux flux rejetés et autorisés. L'exploitant pourra cependant fiabiliser les données sur ses rejets et prendre en compte la concentration biodisponible de la substance\*. Le sujet de la compatibilité milieu pourra être examiné dans le cadre de l'élaboration des plans d'actions territorialisés (PAOT) en cours.

\* Cf Point 2 de l'annexe 8 de l'AM du 25 janvier 2010

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1** : Conformité des rejets en nitrites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets en nitrites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyenne mensuelle des concentrations sur 24h (mg/l): 1 mg/l</p> <p>Moyenne mensuelle des flux journaliers : 0.26 kg/j</p> <p>Concentration maximale sur 24 heures: 1 mg/l</p> <p>Flux maximum journalier : 0,260 kg/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat visite du 27 octobre 2020:</p> <p>Écart majeur 1 : Les rejets en nitrites ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émissions réglementaires. L'exploitant devra remettre à l'inspection une étude technico-économique de réduction des émissions en nitrites appuyant le choix des solutions retenues pour la mise en conformité.</p> <p>NC2 : joindre l'échéancier de mise en œuvre du dispositif d'abattement des nitrates, en indiquant les performances attendues, en termes de concentration et de flux, pour le paramètre nitrite, et les performances également attendues sur les autres paramètres suivis.</p> <p>Constat visite du 13/05/2022:</p> <p>Ecart : En 2022, les rejets en nitrites ne sont jamais conformes à la valeur limite de 1 mg/l imposée par l'arrêté préfectoral de 2004, et ne sont pas conformes à la valeur limite de 20mg/l imposée par l'arrêté du 30 juin 2006 en janvier, février, mai (34,8 mg/l), juin (26,9 mg/l), juillet (28,4 mg/l).</p> <p>L'exploitant a communiqué un rapport d'étude intitulé "étude préalable relative aux rejets nitrites", daté de mars 2021, et élaboré par le bureau OPTIMIA Environnement.</p> <p>La valeur limite en concentration de l'arrêté préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2 (1 mg/l) est très inférieure à celle fixée par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (20 mg/). La norme de 1 mg/l est issue de l'arrêté du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface. L'article 44 III de l'arrêté du 30 juin 2006 indique : - "Les dispositions du présent arrêté se substituent pour les installations classées sous la rubrique 2565, à leur date d'application, aux dispositions de l'arrêté et de l'instruction du 26 septembre 1985 susvisé qui reste applicable jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".</p> <p>L'étude d'impact des rejets aqueux dans le ruisseau de la Malherbe réalisée par AQUASCOP (étude n°10694 de mai 2019) et transmise à l'inspection par mail du 26 août 2019 indique : « Le rejet de l'usine impacte fortement le cours d'eau vis-à-vis des nutriments, notamment les matières azotées (nitrites, nitrates et ammonium) qui sont responsables des déclassements les plus importants. Ces déclassements sont surtout visibles fin août, avec une mauvaise qualité par rapport aux nitrites et aux nitrates, ainsi qu'une qualité médiocre par rapport à l'ammonium. Fin octobre, les deux molécules déclassantes sont les nitrites (qualité médiocre) et l'ammonium (qualité moyenne). » Il est à noter que le ruisseau de la Malherbe ne semble pas altérer la qualité de l'eau de l'Orne Saosnoise.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir obtenu l'accord du groupe pour la mise en œuvre des modifications sur les installations de traitement pour la réduction des nitrites. Une présentation de cette étude a été effectuée le 13 décembre 2021 en présence de la DREAL et de l'agence de l'eau.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le cahier des charges était en cours de constitution avec une phase de consultation des entreprises prévue en juillet 2022.</p> <p>L'objectif des mesures correctives est la réduction des nitrates en amont de la station par la mise en place des mesures suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- envoi des vidanges des bains usées d'acide nitrique de démétallisation (à l'origine des rejets de nitrates) en centre de traitement</li> <li>- mise en rejet zéro du rinçage de démétallisation chimique et électrolytique avec passage d'un rinçage double à un rinçage triple (baisse débit) et évaporation sous vide avec recyclage des distillats en rinçage et envoi des concentrats en centre de traitement.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection la valeur limite qui sera atteinte en sortie de son installation en concentration et flux sur le paramètre nitrites en analysant la problématique de compatibilité milieu posée par les différents rejets en nitrites identifiables sur la zone d'étude.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a étudié les performances des modifications du traitement envisagé sur les métaux. Il indique que les flux en entrée de station interne seront diminués mais que les flux en sortie de la station interne seront inchangés. Cet écart de flux, observé entre l'entrée et la sortie de station, signifie que le rendement de la station sera diminué sur les paramètres métaux. Il est demandé à l'exploitant une vigilance particulière et le cas échéant d'étudier les améliorations pouvant être apportées à la station physico-chimique pour conserver et garantir des niveaux de rendements optimaux sur les métaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

N° 2 : Conformité des rejets aqueux (sauf nitrites)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des rejets aqueux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites fixées à l'article 5.5.3.2.2 - qualité</p>
<p><b>Constats :</b> Les résultats déclarés sous GIDAF entre janvier et avril 2022 mettent en évidence (hors paramètre nitrites traité par ailleurs) (cf point de contrôle conformité des rejets en nitrites) :</p> <p>Plusieurs dépassements en DCO sont enregistrés supérieurs aux 10% autorisés par l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 en janvier, mars et avril 2022 (respectivement 38, 78 et 20%) et 1 dépassement de la VLE flux en zinc/1 mesure annuelle en février 2022.</p> <p>Extrait article 21: "Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux ".</p> <p>L'exploitant indique (GIDAF avril 2022) le lancement d'analyses DCO dans les bains suivants pour anticiper les dépassements: rinçage dégraissage, rinçage nickel chimique, rinçage lessives.</p> <p>La situation sur le paramètre DCO est à nouveau conforme au mois de mai 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> /</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.3.1, Article 34 de l'arrêté ministériel de l'arrêté du 30 juin 2006
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.5.3.3.1 - fréquence des mesures</p> <p>pH (maxi, mini, moyen) : 1 fois par jour</p> <p>Débit du rejet : 1 fois par jour</p> <p>DCO : 1 fois par jour</p> <p>CN : 1 fois par jour</p> <p>Cr6+ : 1 fois par jour</p> <p>Cr tot : 1 fois par jour</p> <p>Ni : 1 fois par jour</p> <p>MEST : 1 fois par semaine</p> <p>Cu : 1 fois par semaine</p> <p>Sn : 1 fois par semaine</p> <p>P : 1 fois par mois</p> <p>F : 1 fois par mois</p> <p>Nitrites : 1 fois par mois</p> <p>Article 34 de l'arrêté ministériel de l'arrêté du 30 juin 2006:</p> <p>"II. - Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu."</p> <p>III. - Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.</p> <p>Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures et en chrome hexavalent ;</li> <li>- une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet.</li> </ul> <p>Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, les résultats déclarés sous GIDAF pour le mois de janvier 2022 ont été examinés. L'exploitant a déclaré des valeurs journalières (sauf samedi et dimanche) pour les paramètres suivants: DCO, Ni, CN, Chrome, chrome 6, cuivre, nitrites et des valeurs hebdomadaires pour les paramètres suivants: étain, MES, phosphore total, fluorures.</p> <p>En février 2022 l'exploitant a déclaré des valeurs journalières (sauf samedi et dimanche) pour les paramètres suivants: DCO, Ni, CN, Chrome, chrome 6, cuivre, des valeurs hebdomadaires pour les paramètres suivants: étain, MES, phosphore total, fluorures, et une valeur mensuelle pour les nitrites.</p> <p>Il n'a pas été mis en évidence de non-respect aux prescriptions d'autosurveillance de l'article 5.5.3.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.</p> <p>Le point concernant les contrôles de recalage à fréquence trimestrielle par un laboratoire extérieur fait l'objet du point de contrôle: calage de l'autosurveillance.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant justifiera l'absence de mesures le samedi et dimanche
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : Autosurveillance des rejets aqueux autres substances dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Concernant les rejets des autres substances dangereuses, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux :</p> <p>Chloroforme:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mensuelle: 100 g/j</li> <li>- Trimestrielle: 20 g/j</li> </ul> <p>Autre substance dangereuse visée à l'article 20.I-2</p> <p>Mensuelle: 100 g/j</p> <p>Trimestrielle: 20 g/j</p> <p>Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 20.I-2:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mensuelle: 5 g/j</li> <li>- Trimestrielle: 2 g/j</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans la campagne initiale de suivi RSDE les substances suivantes avaient été identifiées: nonylphénols, chloroforme, hydrocarbures, chrome total, cuivre et nickel.</p> <p>Une surveillance régulière est déjà mise en place sur les éléments cuivre, nickel et chrome total (journalière).</p> <p>Concernant les nonylphénols et hydrocarbures, une surveillance annuelle a été proposée par l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nonylphénols: respect de la VLE nationale. La surveillance annuelle peut être poursuivie.</li> <li>- hydrocarbures: les résultats en hydrocarbures ne sont pas déclarés sous GIDAF bien que le cadre gidaf soit paramétré pour leur déclaration.</li> </ul> <p>Concernant le chloroforme, des analyses mensuelles ont été mise en place en 2021. En 2022, des résultats sont déclarés en mars, avril et mai 2022. La restitution des résultats déclarés sous GIDAF en 2021 met en évidence les éléments suivants:</p> <p>Chloroforme : flux moyen= 15g/j, Concentration moyenne= 101 µg/l, Concentration max= 250 µg/l pour une VLE nationale de 0,25 mg/l ou 1 mg/l pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel.</p> <p>Les valeurs déclarées en chloroforme sont inférieures à 250 µg/l sauf en mai 2021 (= 250 µg/l).</p> <p>En 2022, une unique mesure a été réalisée en mars 2022. La concentration était de 43 µg/l pour un flux de 7,4 g/j.</p> <p>Compte tenu des flux maximaux en chloroforme enregistrés en mai 2021 (&gt;35 g/j), l'exploitant doit mettre en œuvre une surveillance de cette substance a minima selon une fréquence trimestrielle.</p> <p>Concernant les nouvelles substances introduites par la DCE 2013 (DEHP, PFOS, Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD », HBCDD), l'exploitant indique ne pas être concerné par ce type de substances qui n'entrent pas dans le process.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Compatibilité des rejets aqueux avec le milieu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article article 22-2 I (Article 20 de l'arrêté du 30 juin 2006)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Compatibilité des rejets aqueux avec le milieu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>« I. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite du 9/12/2019 :</p> <p>E1 : Un problème de compatibilité avec le milieu récepteur a été identifié pour le nickel lors de la campagne d'août 2018. L'exploitant mettra en place une surveillance environnementale dans le milieu visant à caractériser l'impact (les périodes de l'année où le non-respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur est avéré devront être notamment déterminées).</p> <p>Constat lors de la visite du 24/11/2021 :</p> <p>NC1 : Transmettre le programme de surveillance défini, suite à la campagne d'août 2018, pour le paramètre Ni, en précisant le seuil du paramètre Ni, permettant de garantir la compatibilité du rejet avec milieu, les actions correctives à mettre en œuvre le cas échéant, et l'échéancier d'atteinte du seuil de compatibilité, en réponse au courrier DREAL (acceptabilité du milieu).</p> <p>Visite du 13/05/2022 :</p> <p>L'étude aquascop de 2019 a mis en évidence que les rejets ont un impact avéré sur le ruisseau de la Malherbe sur les paramètres suivants : nitrites, nickel, phosphore (ponctuel), sans impact avéré sur l'Orne Saonoise (mais une augmentation est notée entre les 2 stations liées à l'influence de la Malherbe) pour le nickel et le chloroforme.</p> <p>Le flux admissible sur le ruisseau de la Malherbe est largement dépassé selon cette étude.</p> <p>Concernant l'Orne Saonoise, l'exploitant doit revoir le calcul du flux global admissible pour cette substance en tenant compte de la NQE-MA nickel (4 µg/l) tel que l'indique le guide DCE IOTA et le comparer aux flux rejetés et autorisés. L'exploitant pourra cependant fiabiliser les données sur ses rejets et prendre en compte la concentration biodisponible de la substance.</p> <p>Un rapide calcul du flux global admissible (<math>NQE(1) \times QMNA5</math>) au niveau de l'Orne Saonoise établit le flux global admissible à 66g/j (<math>4 \mu\text{g/l} \times 0,19 \text{ m}^3/\text{sec} = 65,66 \text{ g/j}</math>).</p> <p>En 2021 le flux moyen en nickel (restitution GIDAF) contribue à 33 % du flux global admissible sur la masse d'eau. Les flux maximaux autorisés par l'arrêté préfectoral de 650 g/j en moyenne mensuelle et 780 g/j en moyenne journalière, sont largement supérieurs à ce que semble permettre le milieu de l'Orne Saonoise (66g/j).</p> <p>Un calcul similaire met en évidence des contributions &gt; 100% sur l'Orne Saonoise pour les métaux suivants (flux moyen 2021) : cuivre et chrome (1).</p> <p>Pour le chloroforme : une révision de la VLE nationale ou du débit maximal rejeté est justifiée en période d'étiage car le flux rejeté résultant de l'application de la valeur limite nationale (<math>250 \mu\text{g/l} \times 260 \text{ m}^3/\text{j}</math>) (débit</p>

maximal AP) =65g/j) dépasse 100% du flux global admissible calculé pour l'Orne Saonoise ( $2.5 \mu\text{g/l} \times \text{QMNA5}$ ) ( $2,5 \times 0,190 \text{ m}^3/\text{s} = 41 \text{ g/j}$ ). Le flux moyen en 2021 en chloroforme est en revanche inférieur à cette valeur.

Une démarche de réduction des micropolluants est en cours d'élaboration (dans le cadre des plan d'action territorialisé (PAOT) du nouveau SDAGE 2022-2027 à l'échelle de la région. Dans ce cadre l'exploitant est invité à fournir toutes les données utiles : calculs des flux globaux admissibles et contributions des rejets du site. La situation du site et les suites à donner en considérant les autres rejets dans les masses d'eau pourront être examinées dans le cadre de l'élaboration des PAOT.

(1) : sans prise en compte de la concentration biodisponible de la substance

**Observations :** /

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 6 : Calage de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.3.3 + Art 34 de l'AM 30/06/06
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calage de l'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.5.3.3.3 - validation de l'autosurveillance</p> <p>La mesure des paramètres suivis au titre de l'autosurveillance est réalisée au moins annuellement par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. L'analyse et les actions correctives issues de la confrontation avec les mesures de l'exploitation, réalisées en parallèle, sont transmises par l'exploitant à l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 34 de l'arrêté du 30 juin 2006</p> <p>Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.</p> <p>Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le rapport N° 21342929-1 de diagnostic de fonctionnement SRR (date de la visite de validation 18 Janvier 2022).</p> <p>Il fait réaliser des mesures en interne sur les paramètres suivants: MES, DCO, cuivre, nickel, chrome.</p> <p>Ce diagnostic met en évidence:</p> <p>"- Cuivre, Nickel et Chrome : 100% de résultats corrélés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Phosphore : 83% de résultats corrélés.</li> <li>- ST-DCO : 92% de résultats corrélés.</li> <li>- MES : 58 % de résultats corrélés.</li> </ul> <p>Lors de notre visite, nous avons observé que les corrélations des analyses effectuées en interne avec celles réalisées par le laboratoire externe ne sont pas calculées au fil de l'eau.</p> <p>Pour les MES, les corrélations sont majoritairement non conformes car l'industriel surestime ses résultats."</p> <p>Le jour de la visite l'exploitant a indiqué faire réaliser des analyses mensuelles par un laboratoire extérieur et des mesures (prélèvement + analyse) par un organisme extérieur pour le prélèvement avec envoi des analyses à eurofins.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de synthèse des mesures comparatives.</p> <p>Le rapport SRR met en évidence la nécessité de calculer au fil de l'eau les corrélations.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre en place un suivi plus formalisé des mesures comparatives tel que le demande l'arrêté préfectoral et de communiquer à l'inspection le plan d'actions faisant suite aux non-conformités de corrélation mises en évidence dans le rapport SRR.</li> <li>- justifier de l'accréditation de l'organisme préleveur et de l'accréditation de l'organisme d'analyses.</li> <li>- transmettre la justification de la réalisation de mesures de recalage trimestrielle sur les paramètres cyanures et</li> </ul>

<p>Sn si ces analyses sont réalisées par le labo interne de l'exploitant (ces paramètres ne figurent pas dans le rapport SRR transmis par l'exploitant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>